

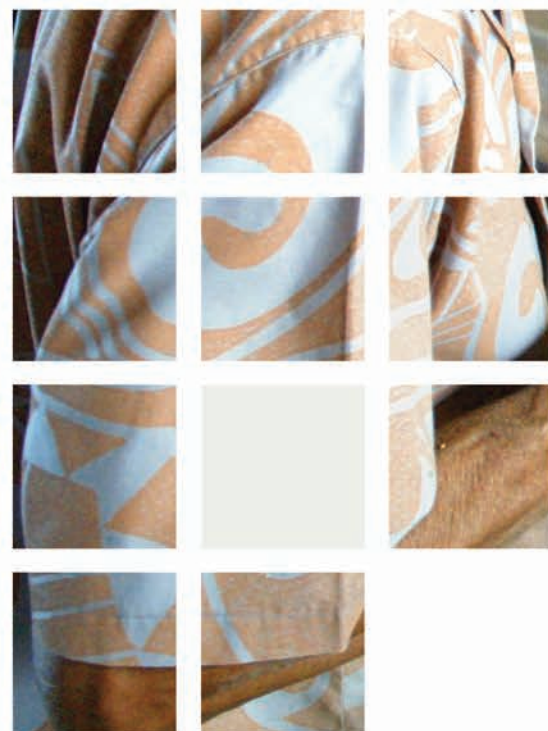
Points

forts

02

De la Polynésie française

BILAN
COMPTES ÉCONOMIQUES 2014



2014 : LA DEMANDE EXTERNE SOUTIENT L'ACTIVITÉ



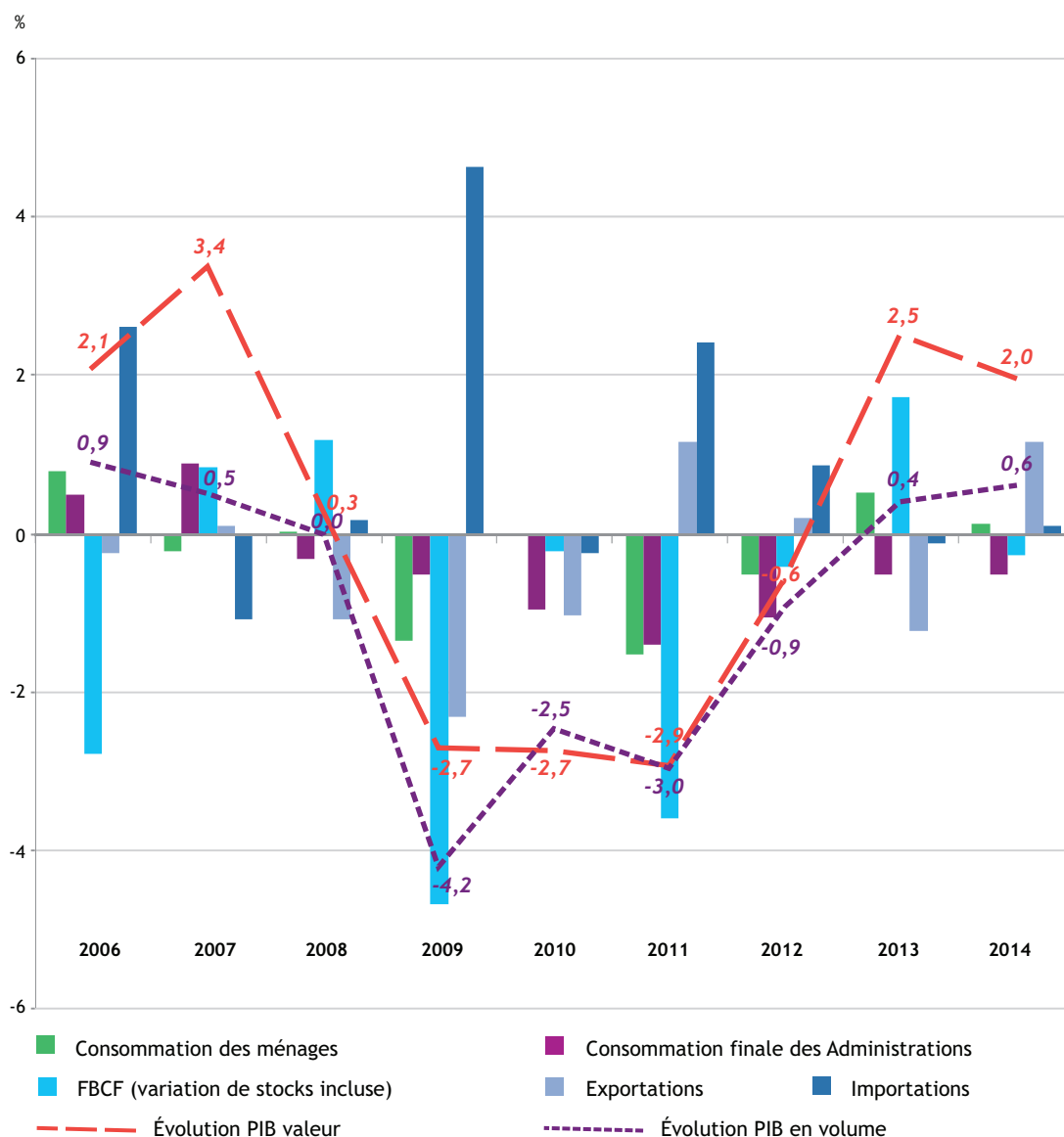
INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

La bonne tenue des exportations permet à l'économie polynésienne d'enregistrer sa deuxième année consécutive de croissance réelle en 2014. Cependant l'ampleur du rebond économique demeure contrainte par la contraction de la consommation publique et par la faiblesse de l'investissement.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courants en 2014 est en croissance de 11 milliards par rapport à 2013 et s'établit à 553 milliards de F.CFP, soit une hausse de 2 % de la richesse créée par rapport à l'année précédente. Après correction des effets-prix¹, le PIB à prix constants croît de 0,6 %. Le dynamisme de la demande externe, tant en services qu'en biens, compense l'impact négatif de la baisse de l'investissement des entreprises et de la consommation publique. Bien que le nombre de salariés soit encore en baisse en 2014, la consommation des ménages est stable et n'a donc pas d'effet négatif sur la croissance.

Le PIB par habitant atteint 2,011 millions de F.CFP ; il est stable (+ 0,1 %), la croissance réelle compensant l'accroissement démographique en 2014. Pour comparaison, sur la période 2005-2013, le PIB réel par habitant s'est contracté de 2 % par an en moyenne.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL ET NOMINAL ET CONTRIBUTIONS À L'ÉVOLUTION DU PIB RÉEL



Source : ISPF (comptes économiques)

¹ : Le PIB réel (ou en volume) est la valeur du PIB tenant compte des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

APPROCHE DU PIB PAR L'EMPLOI DES RESSOURCES : la demande externe soutient l'activité

UTILISATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE				
	2014 à prix constants	2013	Évolution réelle	Contribution à l'évolution du PIB
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%	%
Consommation finale (a)	538 460	540 481	- 0,4	- 0,4
Consommation des ménages	366 021	365 271	0,2	0,1
Consommation finale des Administrations	172 439	175 210	- 1,6	- 0,5
Formation brute de capital fixe (b)	102 009	104 465	- 2,4	- 0,5
Biens d'équipements	49 434	54 506	- 9,3	- 0,9
Construction	50 608	48 209	5,0	0,4
Investissements immatériels	1 967	1 750	12,4	0,0
Variations des stocks (c)	1 061	149	-	0,2
Solde de la balance des biens et services (d)	- 96 352	- 103 134	- 6,6	1,3
Exportations	106 583	100 350	6,2	1,2
Exportations de biens	23 205	22 163	4,7	0,2
Exportations de services	83 378	78 187	6,6	1,0
Importations	202 935	203 484	- 0,3	0,1
Importations de biens	172 272	173 083	- 0,5	0,1
Importations de services	30 663	30 401	0,9	0,0
PIB (a+b+c+d)	545 178	541 961	0,6	0,6

Source : ISPF (comptes économiques)

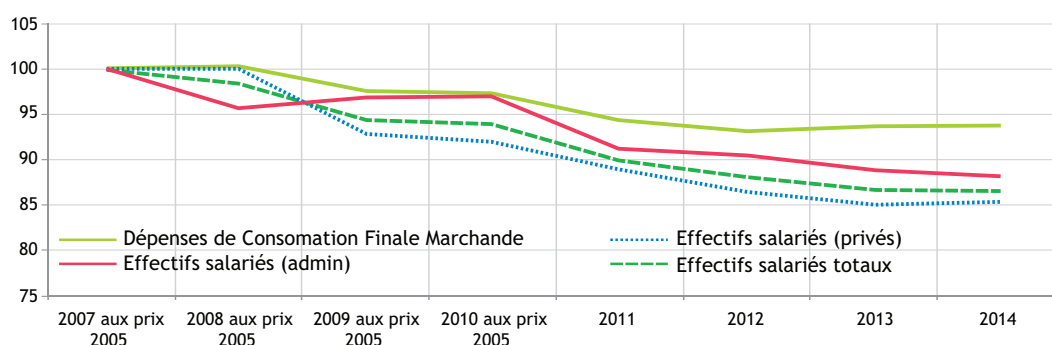
La production locale et les importations constituent l'offre qui est consommée par les quatre agents économiques. Les ménages et les administrations consomment et investissent, les entreprises consomment aussi des produits qui seront transformés (consommation intermédiaire) et investissent aussi. Le dernier acteur de notre économie, le reste du monde, d'où proviennent nos importations, est aussi un débouché pour les biens et services produits en Polynésie française au travers des exportations. L'analyse de ces différents agrégats est essentielle pour connaître la contribution à la croissance du PIB des différents agents économiques.

• **Consommation finale des ménages : stabilisation**

La consommation finale des ménages s'établit à 366 milliards de F.CFP en 2014, soit 67,1 % du PIB, elle est composée de 85 % de consommation marchande et de 15 % d'autoconsommation. Elle se stabilise (+ 0,2 % par rapport à 2013) malgré une nouvelle contraction des effectifs salariés de la Polynésie française, imputable à la diminution de l'emploi public.

La consommation finale marchande, valorisée à 311,3 milliards de F.CFP, demeure stable après une hausse en 2013 (+ 0,6 %). La demande en biens progresse (+ 2,7 %) tandis que la consommation de services marque le pas (- 2,5 %), notamment en hôtellerie restauration (- 6,9 %) et en télécommunications (- 5,0 %). La consommation marchande des ménages est désormais répartie de façon égale entre biens et services. La consommation de biens augmente comme l'illustre l'accélération des immatriculations de voitures particulières neuves qui progressent de 9,7 % entre 2013 et 2014.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS ET DE LA CONSOMMATION FINALE MARCHANDE DES MÉNAGES (BASE 100 EN 2007)



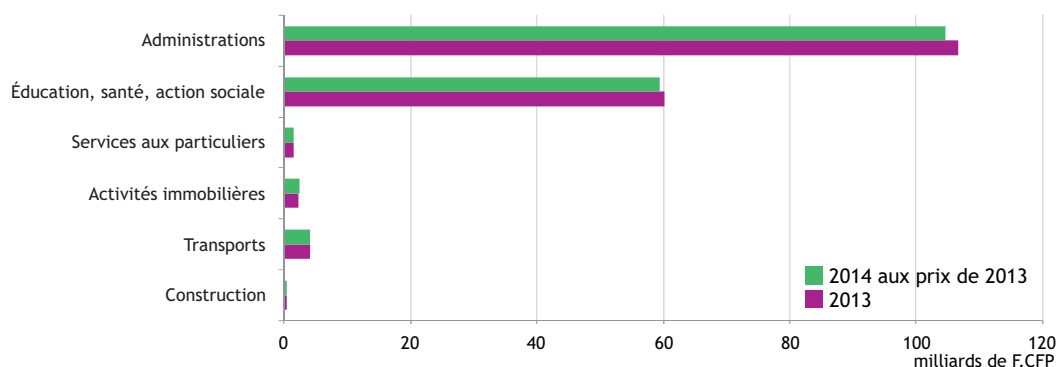
Source : ISPF (comptes économiques)

L'autoconsommation (54,7 milliards de F.CFP) augmente de 1,2 %, tirée, comme durant les cinq exercices précédents, par l'autoconsommation de loyer. Cette composante, qui représente 80 % de l'autoconsommation, croît de 2,6 % par rapport à l'exercice précédent.

• **Consommation finale des administrations publiques : la tendance à la baisse se poursuit**

La consommation finale des administrations est en baisse continue depuis 2008 et elle se réduit encore de 1,6 % en 2014 (- 1,3 % en 2013) à 172,4 milliards de F.CFP. Sur cet exercice, la baisse de la consommation publique est plus marquée dans la branche Administration (- 1,8 %) que dans celle de l'Éducation-Santé-action sociale (- 1,4 %).

CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PAR BRANCHE, À PRIX COURANTS



Source : ISPF (comptes économiques)

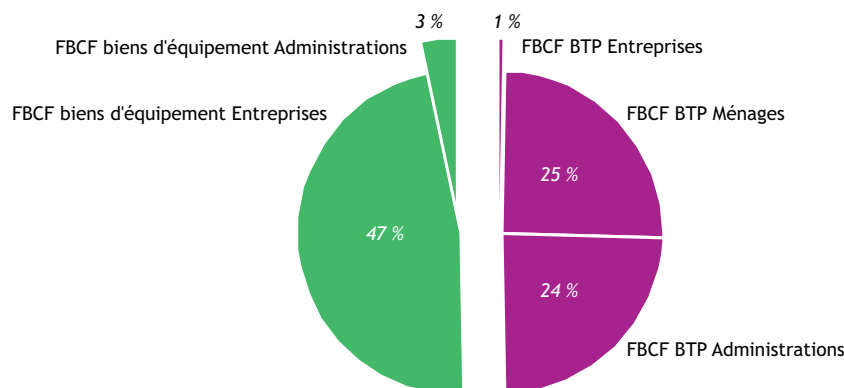
• **Formation brute de capital fixe : hausse de la commande publique et baisse de l'investissement des entreprises**

Les administrations publiques, les entreprises, mais aussi les ménages (uniquement pour leurs constructions de logement) consacrent 102 milliards de F.CFP à l'investissement. Cette composante de la demande est de nouveau en baisse (- 2,4 %).

La demande d'investissement en biens d'équipements² se contracte de 8,6 % en 2014 à 49,4 milliards de F.CFP. Le secteur privé a acquis pour 48 milliards de F.CFP de ces biens en 2014 (- 8,4 %) tandis que les administrations réduisent leurs commandes de 11,5 % (3,4 milliards de F.CFP).

À l'inverse, la demande d'investissement en construction progresse fortement (+ 5 %) et atteint 50,6 milliards de F.CFP. Sous l'impulsion des dépenses d'investissement du Pays et, dans une moindre mesure, de ses satellites, la demande publique en construction progresse de 36 % à 24,7 milliards de F.CFP. La demande privée est orientée à la baisse (- 18,6 %) du fait d'une demande des entreprises en forte baisse et d'une demande des ménages qui progresse légèrement de 1,1 % à 25,6 milliards de F.CFP. La dépense des entreprises baisse de 354 millions de F.CFP, soit 95 %.

L'INVESTISSEMENT EN 2014



Source : ISPF (comptes économiques)

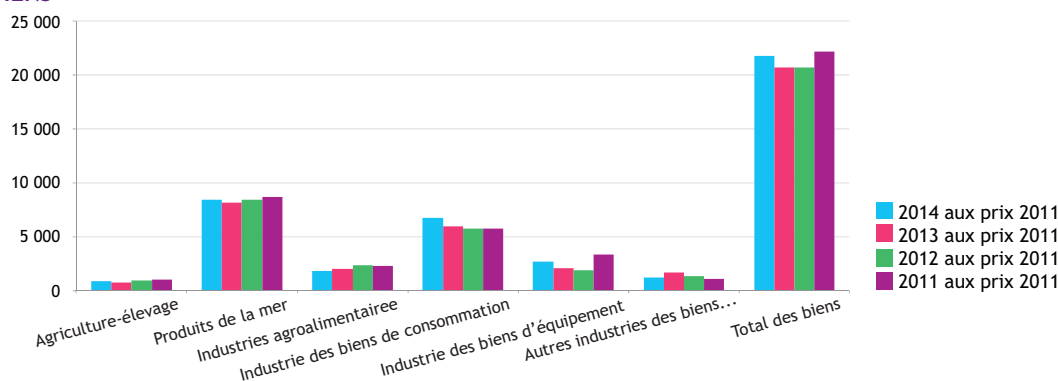
² : Les acquisitions d'immobilisations incorporelles ont été comptabilisées avec les acquisitions de biens d'équipement. Elles représentent moins de 2 % de l'investissement total et cette agrégation a pour but de faciliter la lecture.

• **Exportations de biens et de services : la demande extérieure se reprend en 2014**

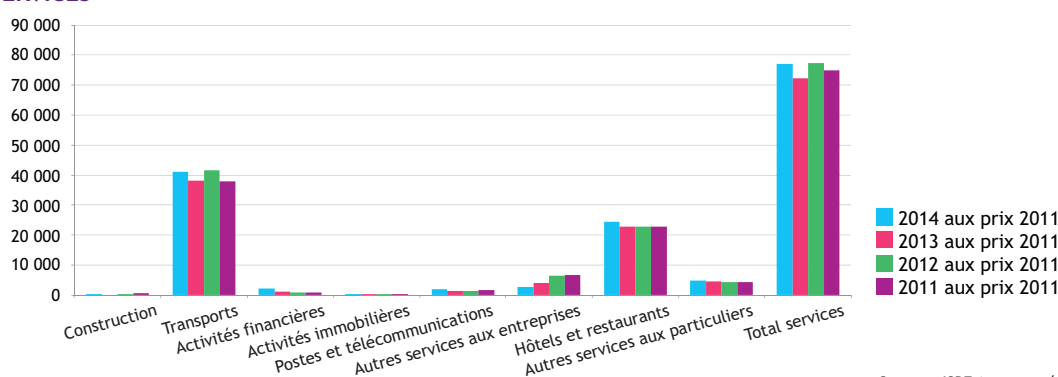
La valeur totale des exportations polynésiennes (106,6 milliards de F.CFP en 2014) progresse de 6,2 % alors qu'elle avait chuté de plus de 5 % en 2013. La contraction de la demande extérieure était principalement imputable aux services en 2013, ces derniers progressent fortement en 2014, soit 6,6 % et atteignent un montant de 83,4 milliards de F.CFP. Portée par l'amélioration de la fréquentation touristique, la valeur exportée de services de transports aériens augmente de 13 % alors qu'elle avait contribué pour plus de la moitié à la baisse des exportations en 2013. Les biens sont également en croissance (+ 4,7 %) à 21,4 milliards de F.CFP sous l'effet de la hausse des dépenses touristiques en biens de consommation, de la recette perlière et de réexportations d'avions.

EXPORTATIONS À PRIX CONSTANTS (BASE 2011)

DE BIENS



DE SERVICES



Source : ISPF (comptes économiques)

AUGMENTATION DES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE

La production polynésienne croît en volume pour la seconde année consécutive. La production des entreprises et de l'administration en biens et en services se redresse plus significativement que sur l'exercice précédent et atteint 868 milliards de F.CFP, soit 14 milliards de plus qu'en 2013. La valeur des ressources globales de l'économie polynésienne, à prix constants, progresse de 14 milliards également, les importations évoluant peu par rapport à 2013.

La production locale et les importations constituent les ressources de l'économie polynésienne. Les agents économiques utilisent ces ressources pour l'ensemble de leurs activités³.

La méthodologie d'élaboration des comptes économiques décompose la production de la Polynésie française en 20 branches d'activité⁴ principales et 73 produits ou services, au niveau le plus fin. Ces branches ont été regroupées en sept composantes pour mieux appréhender leur évolution ainsi que leurs contributions respectives à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ne mesurer que l'effet réel de la croissance (i.e. sans effet « prix »), les données de 2014 ont été exprimées en francs de 2013 (autrement dit, à prix constants).

3 : La production est valorisée aux prix « du producteur » (i.e. : hors taxes), les importations aux prix «CAF» (Coût Assurance Fret). Pour mettre ces ressources en regard de leur utilisation par les agents économiques, il convient ensuite de les valoriser aux prix « utilisateurs » (i.e. : taxes comprises) en additionnant le montant des taxes et subventions à la production et aux importations. La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

4 : Une branche (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée.

LES RESSOURCES DE L'ÉCONOMIE POLYNÉSIENNE			
	2014 à prix constants	2013	Évolution réelle
Unité :	millions de F.CFP	millions de F.CFP	%
Production* (z)	868 438	854 137	1,7 %
<i>Somme des valeurs ajoutées (a)</i>	<i>478 198</i>	<i>474 870</i>	<i>0,7 %</i>
Impôts sur les importations (b)	27 293	27 241	0,2 %
Impôts sur les exportations (c)	458	425	7,8 %
Autres impôts sur les produits (d)	41 810	42 166	- 0,8 %
Subventions sur les produits (e)	- 2 581	- 2 741	- 5,8 %
Importation (f)	202 935	203 484	- 0,3 %
Total ressource (z+b+c+d+e+f)	1 138 353	1 124 712	1,2 %
<i>Produit Intérieur Brut (PIB)(a+b+c+d+e)</i>	<i>545 178</i>	<i>541 961</i>	<i>0,6 %</i>
<i>PIB/habitant</i>	<i>2,011</i>	<i>2,009</i>	<i>0,1 %</i>

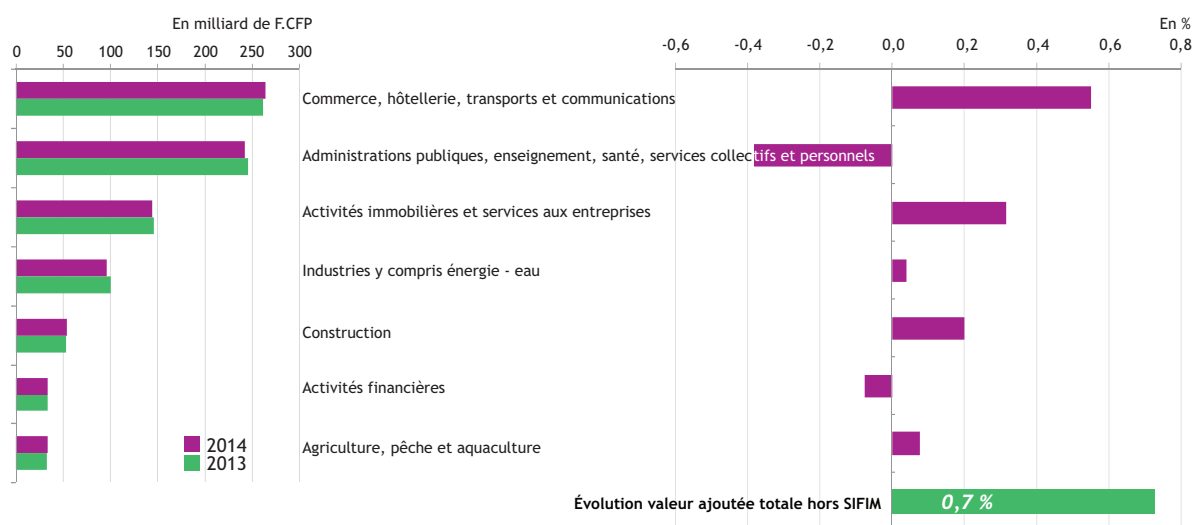
* : La production correspond à la somme des chiffres d'affaires réalisés en Polynésie française par les entités économiques produisant des biens et des services, augmentée de la production de marges de commerce et de la production non marchande du secteur Administrations.

Source : comptes économiques, ISPF

La contribution à la croissance du PIB réel de chacun des regroupements de branches est liée à l'évolution de la production en volume⁵, c'est donc cette variable qui sera plus particulièrement commentée.

PRODUCTION DES REGROUPEMENTS DE BRANCHES

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DE LA SOMME DES VALEURS AJOUTÉES



Source : ISPF (comptes économiques)

• La production du regroupement **Commerce, Hôtellerie, Transport et Télécommunications** est en hausse de 1 % en 2014, confirmant la reprise de la demande internationale et locale. Cette production, qui s'établit à 264,2 milliards de F.CFP, représente 30 % de la production totale et 25 % de la valeur ajoutée totale hors SIFIM⁶. Le dynamisme du regroupement provient des branches Transports et Commerce tandis que la branche Télécommunications et, dans une moindre mesure, celle de l'Hôtellerie-restauration, sont moins bien orientées qu'en 2013.

- Transports

En hausse de 3,3 %, la production de la branche Transports atteint 103,7 milliards de F.CFP du fait de l'amélioration des chiffres d'affaires des entreprises de transports aériens, routiers et des activités des auxiliaires de transports. Avec une fréquentation touristique en hausse, la production du transport aérien international et local progresse de 6,3 % pour totaliser

⁵ : La production en volume, malgré son nom, représente une valeur exprimée en unités de monnaie constante. La distinction entre la production en valeur et celle en volume correspond à la distinction entre production mesurée en valeur à prix courants et production mesurée en valeur (et non en quantités physiques) à prix constants, ici aux prix de l'année précédente. Mesurer l'évolution de la production en volume permet une mesure de cette évolution hors effet prix.

⁶ : Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

47 milliards de F.CFP. La progression de l'activité dans le transport routier est également importante (+ 3 %) et permet à la production d'atteindre 5 milliards de F.CFP. Dans ce contexte, la production totale des activités des auxiliaires de transport atteint 40,1 milliards de F.CFP, en progression de 1,5 %. Seule la production de transport maritime diminue en 2014 (- 1,8 %) pour un total de 10,9 milliards de F.CFP.

- Commerce

La reprise est désormais plus nette dans la branche commerce dont la production totale progresse de 2,2 % en 2014 pour atteindre 76,9 milliards de F.CFP. Comme en témoigne la hausse des immatriculations de voitures particulières neuves, pour la première fois depuis 2007, la production du commerce automobile évolue positivement, en hausse de 7,7 % et atteint 8,3 milliards de F.CFP. Avec un total de production de 6,2 milliards de F.CFP, la branche commerce de produits pétroliers est également en croissance de 1,5 %. La tendance est sensiblement la même pour les autres commerces, dont la production valorisée à 62,5 milliards de F.CFP et en hausse de 1,6 %, profite du soutien de la consommation des ménages en biens.

- Hôtellerie-restauration

En baisse de 2,4 % par rapport à 2013, la production de la branche hôtellerie-restauration s'établit à 54,6 milliards de F.CFP. Les activités de restauration, qui avaient soutenu la performance de la branche en 2013, se contractent de 5,9 % sur cet exercice. La production de restauration, d'une valeur totale de 22,1 milliards de F.CFP, a été pénalisée par les moindres résultats des activités de restauration traditionnelle. D'autre part la hausse de la fréquentation touristique en 2014 profitant surtout à l'activité de croisière, la production des activités hôtelières (hôtels et pension) est stable à 33,4 milliards de F.CFP.

- Télécommunications

La contraction de 3,5 % de la production de services de télécommunications est principalement imputable à la baisse de la production de l'entreprise publique OPT (Office Polynésien de Télécommunications). La production totale, d'une valeur de 29,1 milliards de F.CFP, témoigne néanmoins d'une activité bien orientée en 2014 pour les activités liées à internet et à la téléphonie mobile.

- La valeur ajoutée du regroupement « **Activités immobilières et services aux entreprises** » progresse à la faveur d'une baisse de son taux de consommation intermédiaire. De ce fait, malgré une baisse de 1 % de la production, valorisée à 144,3 milliards de F.CFP, la contribution du regroupement au PIB est positive.

- Activités immobilières

Après une année 2013 de croissance, la production marchande de la branche Activités immobilières se replie de 3,8 %, sous l'effet d'un ralentissement significatif des activités de promotion immobilière. Cette production, d'un total de 41 milliards, bénéficie néanmoins d'une situation qui s'améliore pour les agences immobilières. L'évolution de la structure de production où la promotion immobilière est moins prépondérante qu'en 2013 entraîne une baisse du taux global de consommation intermédiaire de la branche. La production non marchande⁷ de cette branche, qui est valorisée à 46,3 milliards de F.CFP, progresse en 2014 (+ 2,7 %), accompagnant la hausse du nombre de ménages propriétaires de leur logement.

- Services aux entreprises

La production, exclusive marchande, des activités de services aux entreprises est en baisse en 2014 (- 1,7 %), elle atteint 57 milliards de F.CFP. L'ingénierie et les études techniques, la réparation automobile et les activités de traitement de données, qui avaient porté la croissance de la branche en 2013, sont négativement orientées sur cet exercice. À l'inverse, les activités juridiques et le conseil en gestion renouent avec la croissance. La structure de production ayant changé, le taux de consommation intermédiaire de la branche se réduit, permettant la hausse de la valeur ajoutée des services aux entreprises.

- La production du regroupement « **Construction** », en hausse de 2,1 %, profite du franc redressement de la demande des Administrations en travaux publics pour atteindre 54 milliards de F.CFP. Cette hausse, bien que contenue en 2014 après une légère reprise en 2013 (+ 0,8 %), est à mettre en regard de la dégradation moyenne du niveau de production de 7,3 % par an qu'a connu la construction sur la période 2009-2012. Les activités de construction de routes et d'ouvrages maritimes ont été les moteurs de la croissance de la production en 2014.

- La production de **l'Agriculture, la Pêche et l'Aquaculture**, constituée à 73 % d'une composante marchande et à 27 % de non marchande, progresse de 2,5 % pour atteindre 33,4 milliards de F.CFP. La croissance de l'activité est le fait de la production marchande, valorisée à 24,3 milliards de F.CFP et qui progresse de 4,3 %. Les productions marchandes de perles et de produits agricoles sont en hausse, respectivement de 5,7 et 9,9 % alors que la production de pêche diminue de 2 %. Désormais la perle représente 39 % de la production marchande du regroupement et les produits agricoles, 30 %. Le coprah, les œufs ainsi que les légumes sont les produits qui tirent la croissance de la branche agricole en 2014.

En revanche la production non marchande se contracte de 1,8 % et régresse à 9,1 milliards de F.CFP du fait d'une diminution de l'autoproduction agricole, notamment en fruits.

7 : La production non marchande inclut :

- la production de services fournis gratuitement ou quasi-gratuitement par les administrations publiques, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, autrefois appelées administrations privées, associations comme les syndicats, partis politiques, fondations à caractère humanitaire).
- certaines productions des ménages : l'emploi de personnel domestique (femmes de ménage, cuisiniers, gardes d'enfants... lorsque ces services ne sont pas réalisés par des entreprises) ; les ménages propriétaires de leur logement sont considérés comme produisant et auto-consommant un service; la production des jardins potagers auto-consommée est également estimée.

• La production du regroupement **Industries, Eau et Énergie** (96,2 milliards de F.CFP, soit - 3,6 %) décroît à nouveau, seule la production agro alimentaire est en progrès par rapport à 2013. Néanmoins par le biais d'une baisse des consommations intermédiaires de la branche Eau et Énergie, la contribution à la valeur ajoutée de ce regroupement est positive.

- Industries

Les activités de construction de bateaux et de réparation de machines et équipements mécaniques entraînent la production de la branche industrie des biens d'équipements dans une baisse de 11,7 %. La production de cette branche atteint 8,8 milliards de F.CFP en 2014. La situation est sensiblement identique pour les industries de biens de consommation et de biens intermédiaires, dont les productions atteignent respectivement 10,3 et 13,8 milliards de F.CFP, en baisses respectives de 9,3 et 8,8 %. Comme en 2013, les activités d'édition de journaux et de fabrication d'articles de joaillerie pénalisent le développement des industries de biens de consommation. Dans la branche industries des biens intermédiaires, la contraction des chiffres d'affaires de la fabrication de menuiserie et de structures métalliques n'est pas compensée par la hausse de l'activité des gravières, dans le sillage du regain d'activité des travaux publics. La production agroalimentaire, soutenue par la fabrication de bières et par la transformation de viandes et de poissons, est la seule à croître sur cet exercice (+ 2,6 %) atteignant 31,2 milliards de F.CFP.

- Eau et énergie

La production d'électricité et d'eau baisse de 2,6 %, à 32,2 milliards de F.CFP. Cependant grâce à la hausse de la production hydroélectrique (+ 12 %), le taux de consommation intermédiaire de la branche se réduit et permet une création de valeur ajoutée plus importante en 2014 qu'en 2013.

• La production des **activités financières** s'inscrit en légère hausse (+ 1,6 %) et totalise 33,8 milliards de F.CFP. Néanmoins les entreprises de la branche sont confrontées à une hausse de leurs dépenses en services extérieurs qui dégrade la valeur ajoutée en augmentant le taux de consommation intermédiaire.

Dans le détail, le produit net d'Assurance semble se stabiliser, à 4,9 milliards de F.CFP, après deux années consécutives de contraction. Le Produit Net Bancaire (PNB) atteint 25,8 milliards de F.CFP en 2014, soit une hausse de 2,4 %, tandis que les activités des auxiliaires financiers poursuivent le repli initié en 2011. Leur production, valorisée à 3,1 milliards de F.CFP, diminue encore de 3,5 %.

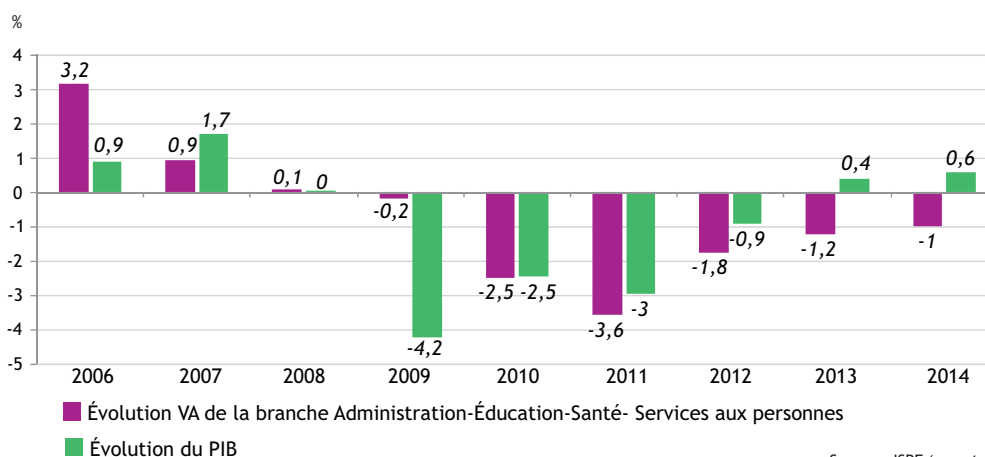
• La production du regroupement « **Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale et Services aux personnes** », reste en 2014 sur une tendance à la baisse (- 1,5 %) et s'établit à 242,3 milliards de F.CFP. La production marchande diminue de 0,6 %, pour un total de 75,1 milliards de F.CFP alors que la production non marchande (167,2 milliards de F.CFP) subit une contraction plus marquée (- 1,9 %).

- Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale

La production totale de la branche Administration publique (108,6 milliards de F.CFP), en baisse depuis 2009, diminue à nouveau de 1,9 %. La composante non marchande (104,7 milliards de F.CFP) est en baisse de 1,8 % tandis que la production marchande, marginale, chute de 4,6 %.

La branche Éducation est valorisée à 56,5 milliards de F.CFP, dont 51,4 milliards de F.CFP en production non marchande. Qu'elle soit marchande ou non la production se contracte à nouveau, respectivement de 2 et 0,6 %, la production totale baissant de 0,8 %.

ÉVOLUTION DU PIB ET DE LA VALEUR AJOUTÉE DU REGROUPEMENT ADMINISTRATION-ÉDUCATION-SANTÉ-SERVICES PERSONNELS



Source : ISPF (comptes économiques)

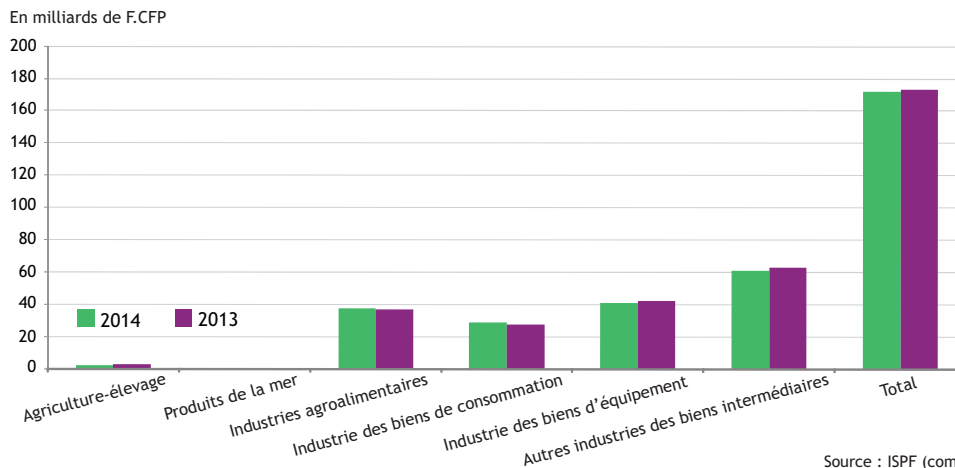
Pour la branche Santé-action sociale, la production marchande, prépondérante, est en hausse de 0,6 % et atteint 46,9 milliards de F.CFP. Cette composante a un impact fort sur la production marchande du regroupement Administration publique, Enseignement, Santé-action sociale puisqu'elle en représente 62 %. Valorisée à 7,9 milliards de F.CFP, la production non marchande baisse de 5,8 %. Au total, la production de la branche Santé-action sociale diminue de 0,4 % pour atteindre 54,8 milliards de F.CFP. Les programmes d'assainissement des comptes publics continuent donc de peser sur les dépenses de fonctionnement des Administrations.

- Services aux personnes

La consommation finale marchande des ménages en services est en baisse et cela se traduit par une nouvelle contraction de 3,5 % de la production de services aux personnes, qui totalise 22,3 milliards de F.CFP en 2014. La production marchande de cette branche (19,2 milliards de F.CFP) diminue de 2,1 %, moins fortement cependant que la production non marchande dont la chute de 10,9 % s'explique en grande partie par la baisse du nombre de salariés en personnel de maison, rémunérés par les ménages employeurs.

- D'un montant total de 202,9 milliards de F.CFP en 2014, la valeur des importations est en léger repli (- 0,3 %) par rapport à 2013. Le montant importé de biens diminue de 0,5 %, passant de 173,1 à 172,3 milliards de F.CFP, diminution qui s'explique en partie par le moindre investissement en machines des entreprises. De fait les importations de biens d'équipements sont en baisse de 3,7 % malgré la reprise des importations de véhicules (+ 6,6 %, hors avions et bateaux). Les importations de produits pétroliers sont également en retrait de 2,6 % mais représentent un cinquième du total des biens importés. Les importations de services, valorisées à 30,7 milliards de F.CFP, sont en en légère hausse (+ 0,9 %), après avoir connu une baisse importante en 2013. Les services de transports aériens et ceux de télécommunications explique la légère hausse tandis que la Polynésie importe moins de services de transports maritimes et moins de services aux entreprises en 2014 que sur l'exercice précédent. ■

PRODUITS IMPORTÉS



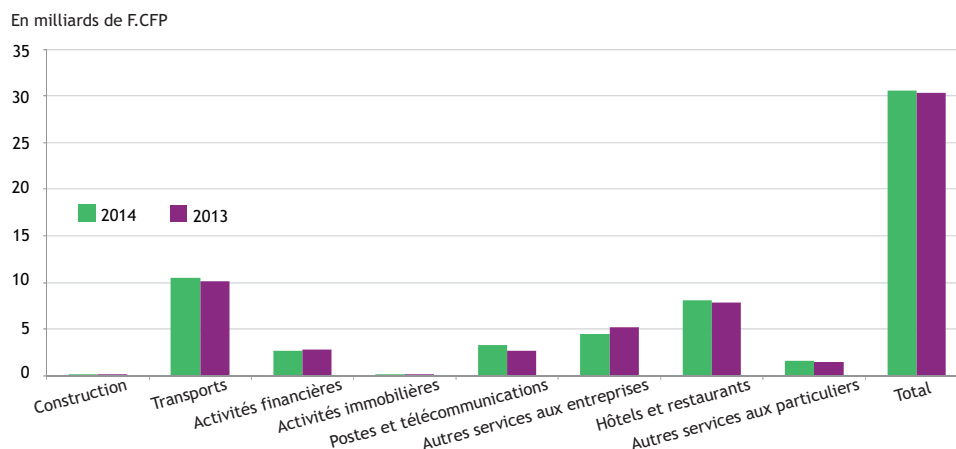
Source : ISPF (comptes économiques)

11 milliards,

« c'est la hausse du PIB 2014 à prix courants ».



SERVICES IMPORTÉS



Source : ISPF (comptes économiques)

Une nouvelle série de comptes

La rénovation de la comptabilité nationale lancée en 2005 par l'Institut de la Statistique de la Polynésie française a permis d'établir une nouvelle série de comptes conformément aux recommandations internationales SEC95, avec pour année de base 2005. Le passage à cette nouvelle méthodologie s'est accompagné de l'actualisation des méthodologies d'estimation et de traitement des sources existantes et de l'exploitation de nouvelles sources.

Les comptes économiques définitifs sont réalisés par l'exploitation exhaustive de données, souvent d'origine administrative mais aussi en provenance des entreprises.

Les ressources : la production est estimée à l'aide de différentes sources d'informations (données d'origine fiscale, nombre de salariés, nombre d'entreprises par secteur d'activité, rapport annuel d'entreprises, rapport d'activité de services ou d'établissements publics, comptes administratifs) ; le traitement de l'ensemble de ces données permet d'évaluer le niveau de la production, des consommations intermédiaires et donc de la valeur ajoutée.

Les importations et les exportations sont tirées des statistiques douanières et certains éléments de la balance des paiements. Les données sur les impôts nets des subventions sur les produits proviennent des comptes du secteur public. Si le total des marges commerciales (qui est l'élément principal de la production de la branche commerce) est assez bien connu, leur répartition par produit est plus fragile, l'information à ce sujet étant rare. Parmi les emplois finals, les exportations et les dépenses du secteur public (dépense de consommation finale, investissement) sont directement observées. L'investissement (formation brute de capital fixe FBCF) des entreprises et des ménages est estimé à partir de l'évolution de certaines données (source fiscale, données bancaires de l'IEOM, importations de biens d'équipement, informations recueillies auprès d'entreprises). La consommation finale des ménages est construite à partir de l'enquête Budget des Familles.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF